

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR I. CONSTANTIN DRAGAN

Le jour de la

FRATERNITE

EUROPEENNE

LA DECISION DE M. VALERY GISCARD D'ESTAING DE NE PLUS CELEBRER OFFICIELLEMENT L'ANNIVERSAIRE DU 8 MAI 1945 A ETE UN GESTE COURAGEUX QUI MERITE TOUTE NOTRE APPROBATION ET QUI DEMONTRE COMBIEN PROFONDE EST LA CONSCIENCE EUROPEENNE DU PRESIDENT FRANCAIS.

RENONCER A COMMEMORER LE 8 MAI 1945, UNE VICTOIRE DE QUELQUES PEUPLES EUROPEENS SUR D'AUTRES PEUPLES EUROPEENS EST CERTAINEMENT LA PREMIERE ACTION RAISONNABLE QUI AIT ETE FAITE SUR LE PLAN DES VALEURS HUMAINES POUR LA FORMATION DE L'ESPRIT EUROPEEN ET EST LE PREMIER SIGNE DE L'INTENTION D'EDIFIER L'EUROPE NON PAS SOUS L'ENSEIGNE MARCHANDE DES INTERETS ECONOMIQUES MAIS SURTOUT EN VUE D'UNE PAIX DES ESPRITS ET AVEC LE COURAGE DE SURMONTER LES SOUVENIRS ENCORE AMERS, MEME S'ILS SONT LOINTAINS, PROVENANT DE LA FOLIE QUI BOULEVERSA L'EUROPE ET LE MONDE IL Y A 30 ANS, UNE PERIODE BREVE OU TRES LONGUE SELON LE METRE QUE L'ON VEUT EMPLOYER POUR MESURER LES 30 ANS ECOULES ENTRE 1945 ET 1975.

LE RENONCEMENT A LA COMMEMORATION D'UNE DATE QUI SI POUR CERTAINS PEUPLES S'EST AVEREE VICTORIEUSE POUR D'AUTRES FUT DE DEFAITE ET QUI A MIS FIN DE TOUTE FACON A UNE PERIODE DE GRANDE SOUFFRANCE ET D'AMERTUME POUR TOUS, PLACE LE PRESIDENT FRANCAIS SUR UN

suite page 2



PIEDESTAL DE NOBLESSE D'ESPRIT D'AUTANT PLUS APPRECIABLE QU'EN ENVOYANT LA LETTRE (QUE NOUS REPORTONS CI-DESSOUS) AU CONSEIL DE L'EUROPE DES NEUF IL SAVAIT QUE MEME DANS SON PROPRE PAYS IL AURAIT PROVOQUE DE VIVES REACTIONS D'INDIGNATION, D'AMERTUME, DE SURPRISE ET DE SATISFACTION.

✱

VOICI CERTAINS COMMENTAIRES AU GESTE HAUTEMENT MORAL DE M. GISCARD D'ESTAING:

L'HUMANITE: (JOURNAL OFFICIEL DU P.C.) UN OUTRAGE A LA MEMOIRE DE CEUX QUI ONT DONNE LEUR VIE.
LE FIGARO: UNE DECISION COURAGEUSE.

L'AURORE: L'EUROPE DE LA PAIX.
M. ROBERT FABRE (PRESIDENT DU

MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE): UNE DECISION FONDEE SUR UN CONTRE-SENS.

M. ALEXANDRE SANGUINETTI (UDR): LA FIN D'UNE JOURNEE DE MORTS.
L'AMBASSADEUR SIGMUND VON BRAUN (AMBASSADEUR DE L'ALLEMAGNE FEDERALE A PARIS): VOILA UNE BONNE NOUVELLE.

LES ASSOCIATIONS DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA RESISTANCE, DES DEPORTES ET DES VICTIMES DE LA GUERRE TOUT EN SE DECLARANT D'ACCORD POUR UNE RECONCILIATION EFFECTIVE DU PEUPLE FRANCAIS ET DU PEUPLE ALLEMAND SE SENTENT BLESSES PAR L'ABOLITION DE CE QUI LEUR RAPPELLE LE 8 MAI 1945.

✱

AVEC TOUTE NOTRE APPROBATION POUR CETTE INITIATIVE NOUS DESIRONS DIRE AU PRESIDENT VALERY GISCARD D'ESTAING QUE SONT AVEC LUI TOUS CEUX QUI PLACENT EFFECTIVEMENT L'IDEAL D'UNE EUROPE UNIE AU-DESSUS DES PROVINCIALISMES, DES NATIONALISMES ET DE TOUT CE QUI AMENUISE L'AME HUMAINE. LA ROUTE DE L'EUROPE UNIE EST APRE ET PARSEMEE D'EPINES, MAIS LES DIFFICULTES NE DEVRONT ARRETER PERSONNE, MEME PAS VALERY GISCARD D'ESTAING QUI EN CE MOMENT NOUS PRECEDE TOUS SUR CETTE VOIE EN AGITANT UN DRAPEAU QUI NE PEUT NE PAS FASCINER CAR SON BRUISSMENT AU VENT DIT AUX EUROPEENS:

«SOYEZ FRERES ET SOYEZ UNIS».

J. CONSTANTIN DRAGAN

LA LETTRE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE aux membres du Conseil européen des Neuf:

«La France commémore aujourd'hui le jour anniversaire de la fin de la deuxième guerre, pendant laquelle son peuple a combattu, avec ses alliés, pour refuser la domination d'un régime cruel et totalitaire.

Cette guerre a été fratricide pour l'Europe. Elle a accumulé les victimes et les ruines. L'aspiration commune de nos opinions est qu'elle soit la dernière de celles qui ont ensanglanté, depuis longtemps et en vain, le sol de notre continent. Ce qui était jadis un espoir est devenu, enfin, depuis le début de l'organisation de l'Europe une certitude.

C'est pour marquer cette certitude et faire apparaître notre volonté d'organiser en commun notre avenir pacifique que j'ai décidé, avec le gouvernement français, de ne plus commémorer désormais cet anniversaire, qui sera ainsi le trentième et le dernier.

Je tiens à vous en informer comme membre du Conseil européen. Sans doute pourrions-nous choisir en commun un jour qui marquera, dans l'ensemble de nos Etats, la fondation de l'Europe.

Certes, chacun de nous conservera les souvenirs qui sont les siens et honorera ceux auxquels l'hommage est dû. Mais il est temps d'ouvrir la voie de l'avenir et de tourner ensemble nos pensées vers ce qui nous rapproche et ce qui peut nous unir».

LA REPONSE DU CHANCELIER D'ALLEMAGNE FEDERALE

„Monsieur le président,

Votre lettre du 8 mai a profondément ému mes concitoyens et moi-même. Pour le peuple allemand, les débuts de l'unification européenne, qui remontent maintenant à vingt-cinq années, ont été les premiers éléments d'un nouvel équilibre politique. Elle (l'unification européenne) est allée de pair, pour nous, avec l'avènement de l'amitié franco-allemande. Nous savons aujourd'hui que cet espoir était fondé. Le respect mutuel et l'amitié étroite entre nos deux peuples, qui n'ont cessé de grandir pendant ce quart de siècle, demeurent pour nous une expérience inoubliable.

Trente ans après la fin de la guerre mondiale, nous gardons encore le souvenir douloureux des souffrances qu'elle a répandues dans le monde. Nous nous inclinons respectueusement devant toutes les victimes de la guerre, parmi lesquelles les Français et les Françaises, durement frappés par ces horreurs qui n'ont pas épargné jusqu'à votre propre famille.

Nous avons été d'autant plus émus par votre décision selon laquelle le gouvernement français ne célébrera plus à l'avenir, sous une forme officielle, le jour anniversaire de la fin de la guerre. Nous n'interprétons pas cette décision comme l'expression d'une volonté d'oubli, mais comme un témoignage de la confiance française dans la force d'union de l'idée européenne et de la solidarité toujours plus étroite qu'elle engendre entre nos peuples.

J'ai le ferme espoir que nous parviendrons en commun, avec nos collègues, du Conseil européen, à réaliser des progrès politiques en faveur de l'Europe dans l'esprit de votre geste orienté vers l'avenir».

....yes, BUT...

L'esprit européen des Britanniques s'est manifesté pleinement: à une large majorité ils ont voté pour l'Europe.

Les Communes ont connu le lundi 9 juin une séance historique: M. Wilson y a en effet annoncé les résultats du référendum du 5 juin, qui confirment l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun.

Les commentaires officiels qui ont salué en Occident les résultats du référendum britannique expriment tous la satisfaction.

M. Sauvagnargues a déclaré, dès que furent connus les premiers résultats: «La France ne peut que s'en féliciter.» «La victoire du «oui», a-t-il dit met fin à une période d'incertitude qui était néfaste pour tout le monde.» M. Jean Monnet, un des fondateurs de la Communauté européenne, a dit: «Maintenant, il faut agir et poursuivre sans délai la construction européenne indispensable à l'organisation de la paix.» Mais le Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, tout en indiquant qu'il serait «discourtois de s'affliger du résultat», souligne qu'il ne réduit pas les divergences de structure et d'évolution entre les économies britannique et continentales ni l'«extrême atlantisme» de la politique britannique.

Plusieurs chefs de gouvernement de la Communauté: MM. Schmidt (Allemagne fédérale), Tindemans (Belgique), Den Uyl (Pays-Bas), Joergenseu (Danemark), les ministres italiens Colombo et Pedini, l'ancien chancelier allemand Brandt, le secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Kahn-Ackermann, et même, en Suisse, le département fédéral (ministère) de l'économie se sont félicités du vote des Britanniques.

Aux Etats-Unis, un porte-parole du département d'Etat a déclaré. «Nous accueillons avec satisfaction la décision des électeurs britanniques de rester dans la Communauté européenne. Nous considérons leur choix comme une importante

réaffirmation de l'unité européenne que nous n'avons cessé d'appuyer.»

En Union Soviétique, en revanche, l'agence Tass souligne qu' «un Anglais sur trois a dit non», «Malgré la campagne intensive à laquelle les Anglais ont été soumis depuis de longs mois, de larges couches de la population ne veulent pas que leur pays reste dans la C.E.E.», ajoute l'agence soviétique.

A l'extérieur, la Communauté va tirer, elle aussi, les conséquences du scrutin. Atteinte de débilité chronique, elle était de surcroît paralysée depuis plus d'un an par les incertitudes des Britanniques. Le traitement prescrit en décembre dernier par M. Giscard d'Estaing n'a pu faire ses preuves, et le premier des «conseils européens» fut entièrement consacré à l'«hypothèque anglaise». Le second, les 16 et 17 juillet, devrait marquer le début de la «grande explication» que le président Giscard d'Estaing juge indispensable. Simultanément, le premier ministre belge, M. Tindemans, accélérera l'enquête sur l'«union européenne» dont il est chargé par ses pairs. Mais ces fracassantes formules ne suffiront pas à conjurer le sort qui s'acharne à noyer dans l'Atlantique ce qui reste de l'Europe.

La grande question que se posent aujourd'hui les Européens est de savoir si la Grande-Bretagne sera désormais pour la Communauté un moteur ou un frein. Va-t-elle insuffler à l'Europe une énergie nouvelle, la volonté d'exister qui lui manque cruellement? Va-t-elle, au contraire, bloquer définitivement la mécanique de l'intérieur? La netteté du vote de jeudi ne permet plus de douter de la volonté des électeurs d'outre-Manche. Le premier ministre est trop habile pour ne pas en tirer la conclusion: la grande île est désormais arrimée au «continent» pour le meilleur et pour le pire. Mais rien n'indique, en effet, que M. Wilson souhaite aller au-delà du stade actuel de l'intégration. Si l'on

passé en revue les domaines où l'Europe pourrait espérer progresser, qu'il s'agisse de la coopération monétaire, de la politique énergétique ou industrielle, on constate pour chaque cas que la position britannique telle qu'elle a été jusqu'ici exprimée est particulièrement en retrait.

Les raisons de cette attitude sont

nombreuses et connues. Elles subsistent en dépit des résultats du référendum, puisque l'électeur britannique n'a pas eu l'occasion de faire savoir quel type d'Europe il souhaitait. L'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté est confirmée avec éclat, mais tout porte à penser qu'elle restera prudente.

LA FETE DE L'EUROPE



Le 5 mai - anniversaire de la création du Conseil de l'Europe - a été célébré à nouveau cette année en tant que JOURNÉE DE L'EUROPE dans les villes et les villages d'Europe. Le drapeau européen avec ses étoiles d'or sur fond bleu a flotté sur les édifices publics et toutes sortes de manifestations en faveur de l'unité européenne ont été organisées par les gouvernements, les autorités régionales et locales, les associations et les mouvements européens, les écoles et les mouvements de jeunesse. Un grand nombre de manifestations pendant toute la semaine.

L'Hymne Européen (le prélude à l'«Ode à la joie» de la 9e symphonie de Beethoven), qui a été adopté en janvier 1972 par les gouvernements membres du Conseil de l'Europe, a été joué pendant les célébrations. Une affiche du Conseil de l'Europe destinée à marquer la Journée de l'Europe a paru en 13 langues.

Des personnalités éminentes appartenant à des organisations européennes et à des comités nationaux pour la Journée de l'Europe, participant à une TABLE RONDE le 20 février 1975 à Paris, sous la présidence de M.R. Laan, Président de la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe, ont publié un APPEL incitant les autorités locales et régionales et tous les européens à exprimer leur foi en l'Europe et leur attachement à la cause de l'unité européenne en donnant à ces manifestations de 1975 un grand retentissement.

1950 : PLAN SCHUMAN

1975 : où sommes nous ?

La déclaration faite par Robert Schuman le 9 mai 1950 a marqué le début de la construction européenne.

La célébration de cet anniversaire a rassemblé le 9 mai 1975 un grand nombre des représentants officiels des pays membres de la Communauté européenne, ainsi que les personnalités qui ont signé au nom de leur pays le traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le traité de Rome ou le traité de fusion des Communautés.

Un quart de siècle après le lancement du plan Schuman, dans lequel un des buts essentiels était: «préparer l'unification politique de l'Europe en saisissant le prétexte de l'unification des marchés du fer et du charbon pour créer les premières institutions politiques européennes dotées de pouvoirs réels - **l'Europe et les européens où sommes-nous?**

La Communauté possède dans le Conseil européen l'instrument permettant de résorber les contradictions et les tensions inhérentes à l'assemblage hétérogène qu'elle forme encore. Dans trois ans, elle sera dotée, avec un Parlement élu, du signe irremplaçable de la légitimité populaire.

Des chancelleries l'idée européenne est descendue dans la rue. La confirmation se trouve en fait que 170.000 signatures ont déjà été recueillies et déposées auprès du Parlement européen. Le mouvement de pétitions, qui se prolongera au cours des prochaines semaines est déjà amorcé dans tous les pays de la Communauté.

La Communauté possède à Bruxelles un puissant appareil bien rodé, susceptible de traduire dans les faits les décisions d'un exécutif naissant.

Cependant, cette Europe qui se cherche encore est tout absorbée par l'immédiat, alors que l'histoire lui assigne déjà une mission bien plus importante que celle qui consiste à gérer le quotidien dans le cadre socio-économique qui est présentement le sien.

On le proclame de toutes parts: l'humanité est entrée dans une crise majeure où se jouera peut-être sa survie. Les impasses sont déjà visibles dans les deux parties du monde. Un environnement dégradé, une énergie comminatoire, le dérèglement économique, l'épuisement psychique et l'affaissement moral de la société excédentaire de l'hémisphère nord; les tragiques pénuries de la société turgescente et déficitaire de l'hémisphère sud préparent des lendemains ténébreux.

Où se situera le laboratoire de la société émancipée du siècle futur? L'Amérique est trop conditionnée par l'économie de profit et le gigantisme mental pour qu'un redressement radical puisse s'y opérer à temps. Mais sait-on jamais! L'Union soviétique est définitivement bloquée dans un dogmatisme stérilisant. La Chine poursuit le douloureux enfement d'un système qui ne sera jamais que chinois.

Reste l'Europe. Mais l'Europe traditionnelle, avec ses guerres d'extermination réciproque, la destruction, l'effondrement économique et social, et le manque d'idées de grande portée en politique, n'a plus d'avenir, et ne peut plus que se reposer sur son passé splendide.

L'Europe berceau de la culture et de la pensée qui ont modelé ce siècle en engendrant une civilisation mondiale désormais déclinante. Encore qu'elle soit, elle aussi, profondément engagée dans le sys-

tème de la croissance indifférenciée, l'Europe a su néanmoins préserver un certain équilibre entre l'individualisme systématique et le gréganisme doctrinaire. Elle demeure sans doute l'unique région du monde où puisse s'opérer la rupture de trajectoire d'où sortira le modèle nouveau permettant d'ordonner la survie, non seulement du milliard d'Européens communautaires, mais encore des dizaines de milliards d'être humains promis à la Terre au cours du seul vingt et unième siècle. Il est superflu de prouver que, dans la dispersion, les pays européens sont condamnés, chacun de son côté, à poursuivre la course insensée qui essouffle la planète, mécanise et épuise l'espèce humaine.

Construire un modèle de société émanicipée pour la survie de l'humanité tout entière, voilà la mission d'une Europe politiquement unifiée. Robert Schuman l'a pressenti quand il parlait de «communauté de destin» pour l'Europe unie, et de «commune destinée» de tous les peuples du monde «unis pour le meilleur et le pire».

De même que l'Europe de la déclaration du 9 mai 1950 ne pouvait se construire en bloc, mais seulement grâce à de multiples «solidarités de fait» progressivement établies entre les pays membres de même la société émancipée du futur dont l'Europe est appelée à être le fer de lance, ne saurait s'imaginer globalement, ni, a fortiori, se construire d'un coup. Elle naîtra peu à peu - et sans doute dans la souffrance, comme toute naissance - d'une «dérive» provoquée et maîtrisée, d'une longue succession de «micro-décisions» orientées par une anthropologie sociale prophétique; celle-ci devra s'inspirer d'une nouvelle éthique écologique chargée d'apaiser la concupiscence désordonnée des individus et des sociétés et de susciter une civilisation consacrée par l'autonomie créatrice et productrice de la personne et de groupes constitués à une échelle humaine.

L'Europe communautaire doit appren-

dre à le discerner, puis à le réaliser consciemment, délibérément, pas à pas. Il s'agit d'une entreprise gigantesque susceptible de galvaniser les énergies, de susciter l'enthousiasme de la génération montante déçue par la dimension épicière qu'a prise le Marché commun.

Il faut déclencher un vaste effort de recherche sur le monde nouveau qui doit naître du désarroi pathétique de celui où nous vivons. Dans ses esprits les plus éminents et son fantastique pouvoir technologique, la famille humaine possède les conditions de son renouveau. L'Europe se fera la tête chercheuse de cet effort planétaire. La Commission européenne ne saurait prendre d'initiative plus féconde que celle qui consisterait à créer une structure chargée de dynamiser le grand effort d'imagination et de construction du futur. Il s'agirait d'un centre de recherche autonome dans lequel des savants respectés pour l'objectivité et le caractère désintéressé de leurs propositions joueraient un rôle déterminant. Sa mission serait d'élaborer une stratégie de dérive progressive vers un nouveau système socio-économique respectueux des équilibres de vie sur notre planète.

La crise actuelle a précipité la dramatique prise de conscience au sujet des maux qui accablent l'humanité. Benheureuse crise qui contraindra l'homme en miettes du XX^e siècle à recomposer son unité! C'est sans doute l'Europe seule - unifiée - qui est à même de lancer dans le ciel tourmenté de notre temps le message lumineux d'une nouvelle naissance de l'homme. «L'Europe, dit Robert Schuman, a procuré à l'humanité son plein épanouissement. C'est à elle qu'il appartient de montrer une route nouvelle» Une Europe unie imposée par les impératifs de l'avenir est en train de s'inscrire dans les réalités de l'histoire.

Et c'est le 9 mai 1950 qu'à commencé cette grande aventure.



VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Le dimanche 19 mai 1974, quelques minutes après la fermeture des sièges électoraux à 20 heures, les ordinateurs firent connaître à l'avance à M. Valéry Giscard d'Estaing sa victoire aux élections présidentielles. Cinq jours plus tard le Conseil constitutionnel proclama les résultats: 13.396.203 votes pour lui, 12.971.604 pour François Mitterand. Le lundi 27 le troisième Président de la République se rendit, à pied, à l'Élysée pour prendre possession de sa nouvelle charge.

Quel est le bilan de son activité après un an?

EN POLITIQUE INTERIEURE

Sur le plan intérieur il faut rappeler l'âge de la majorité électorale et civile porté à dix-huit ans, le droit à toute minorité de recourir au Conseil constitutionnel, la libéralisation de l'organisme radio-télévisif, la législation des contraceptifs, la nouvelle loi sur l'interruption volontaire de la grossesse, l'humanisation du divorce, la reconnaissance de la qualité d'anciens combattants à tous ceux qui prirent part

à la guerre d'Algérie, l'assistance sociale aux salariés agricoles, la protection aux mères de famille, l'année de salaire complet aux victimes de licenciements collectifs pour des causes conjoncturelles, l'indemnité aux chômeurs partiels, etc.

..... ET

EN POLITIQUE EXTERIEURE

En politique extérieure son activité a été intense: rencontres avec Ford à la Martinique, avec Brejnev à Rambouillet, avec Boumediène à Alger, avec Hassan II à Rabat, avec Sadate, Ygal Allon et Teng Hsiao-ping à Paris, sans compter les sommets européens et tous les autres contacts avec les représentants d'autres pays. Sa ferme intention de concilier et de redimensionner a été évidente. En 12 mois la diplomatie française, grâce à M. Giscard d'Estaing, a éliminé l'agressivité verbale à laquelle elle avait habitué le monde sous Pompidou et sous le général de Gaulle.

Mais un des plus grands avantages de M. Giscard

d'Estaing est sa ferme intention -prouvée par les faits advenus au cours de l'année passée- de relancer l'idée de l'Europe Unie. Européiste convaincu formé au sein des traditions européennes de sa famille, Giscard confirme à chaque pas d'être conscient que l'intérêt de la nation française est étroitement lié au destin de l'Europe, de l'Europe Unie, où le problème de la paix et de la survivance de chacun des peuples doit être résolu dans l'ensemble de tous les habitants du vieux continent.

Dans un de ses derniers discours Valéry Giscard d'Estaing a dit:

«La France continuera avec détermination à formuler des propositions et à soutenir toutes les initiatives visant à organiser l'union de l'Europe».

Aux yeux de M. Giscard d'Estaing la construction européenne devait désormais s'inscrire dans une perspective mondiale et qu'elle n'était plus seulement le moyen de limiter les risques de conflits entre États. La construction de l'Europe demeurait pour la France un objectif propriétaire et qu'en dépit des difficultés rencontrées la France restait très «acharnée» à sa réalisation.

LE CENTRE ONUDI - ROUMANIE

Il y a presque trois ans, on a créé à Bucarest, sur la base d'un accord, un organisme technique de travail de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU DI): le Centre commun ONU DI-Roumanie de coopération internationale dans le domaine de l'industrie chimique et pétrochimique pour tous les pays en voie de développement. Un bureau du centre mentionné fonctionne dans le cadre du Secrétariat de l'ONU DI.

La création de ce centre est une expression du désir de la Roumanie - elle-même pays en voie de développement - de contribuer au développement économique indépendant des pays en voie de développement, en amplifiant à la fois sa participation à la division internationale du travail. D'ailleurs, la chimie et la pétrochimie - domaines de coopération qui font l'objet du centre - connaissent une dynamique extrêmement rapide et détiennent une part importante dans l'économie mondiale. Le centre est considéré par l'ONU DI un organisme technique spécialisé, qui peut être consulté régulièrement sur des problèmes d'intérêt commun, un forum où l'on examine et analyse systématiquement les problèmes techniques et économiques concernant le développement de l'industrie chimique et pétrochimique dans les pays en voie de développement et les nouveautés technologiques dans ce domaine.

Le Centre a pour objectifs principaux de faciliter le transfert de technologies et d'informations techniques, d'intensifier les contacts directs entre les milieux industriels intéressés au développement de l'industrie chimique et pétrochimique, de former et de spécialiser des cadres.

C'est par l'intermédiaire du Centre de Bucarest que de nombreux pays reçoivent de l'assistance technique de spécialité, bénéficiant de l'expérience roumaine acquise dans le domaine du développement de l'industrie chimique. Ce Centre a organisé en Roumanie un grand nombre de réunions internationales sur de différents thèmes tels les engrais chimiques, les pesticides, les catalyseurs, le caoutchouc synthétique, la promotion des investissements et des consultations technologiques pour l'industrie chimique dans les pays en voie de développement.

Ces peuples (d'Europe Orientale) forment une partie du vieux continent; par leurs tendances, par leur développement politique et culturel, ils sont inséparables de l'Europe, de son histoire et de sa culture. C'est précisément dans les pays du sud-est que l'Occident s'est efforcé d'établir, au cours du siècle dernier, après chaque grande crise internationale, un ordre européen suivant le principe de l'équilibre et de la sécurité du continent, (Paix de Paris, 1856; Congrès de Berlin, 1878). La sécurité de l'Occident et de toute l'Europe est, actuellement encore, liée à l'existence indépendante des pays du sud-est - car sans ces peuples et leurs territoires l'Europe n'aurait ni l'extension ni la solidité d'un continent, elle ne serait qu'un mince ruban de peuples formant une bordure, à la pointe extrême de l'Asie.

Grégoire Gafencu

(Extrait du recueil «Der Kampf um den Frieden»)

EUROPE, THE THIRD WORLD AND THE ARAB WORLD

THE UNION OF EUROPEAN STATES WILL NEVER HAVE ANY AGGRESSIVENESS TOWARDS ANY OTHER STATE, RATHER IT WILL REPRESENT A FORMIDABLE BALANCE OF POWER AIMING AT MAINTAINING WORLD PEACE BY AVOIDING A CONFRONTATION BETWEEN THE BLOCKS OF THE CURRENT SUPERPOWERS BY DEVELOPING THE ARAB WORLD AND THE THIRD WORLD AND BY OPENING UP AT THE SAMETIME A LASTING STRAIGHT ALONG THE ROAD TOWARDS CIVIL PROGRESS FOR ALL THE PEOPLES IN THE WORLD.

DEATH OF THE INFERIORITY COMPLEX

When, on 18th April 1955, the delegates of twenty nine Asian and African countries gathered at Bandoung, in Indonesia, they had an amazingly acute awareness that they were making history, that they were taking part in the birth of a world, they felt they were opening up a new era for two thirds of the human race.

It has been claimed since that the first Afro-Asian conference was more an end than a beginning, the «death of the inferiority complex», as Léopold Senghor said.

It has proved to play, in a worldwide setting, no more than the role of a sort of assembly of general states. The grievances put forward by the representatives have not ended by having much bearing on the

life of the international community, ushering in what the Algerian writer called «an ecumenical era», and which is called today «universalization».

The Bandoung Conference was held in Spring 1955, (at a time when the formula of the «third world» was emerging) in a world wide context, dominated by three essential themes. The first was the struggle for colonial emancipation, which was at the time being carried out to the full. In Asia, almost entirely emancipated, the war in Indochina had come to an end nine months earlier, however tension remained a living reality between the two Vietnam «areas», and, as regards Taiwan, threats were once again exchanged between Peking and Taipei. In Africa, only one

country south of the Sahara, the Gold Coast (later on to become Ghana) clearly enjoyed self-determination. An agreement was signed between Mr. Bourguiba and Paris on the subject of Tunisian autonomy, contested by an influential extremist current (and represented at Bandoung). The Sultan of Morocco was still in exile and the «Algerian rebellion» was on the point of changing into a war. So that, on the anticolonialist stand, France was the leading country under fire.

The second theme of the situation at the time of Bandoung: a «competitive détente». For the international observers who had lived at first hand through the perilous years 1947-1954, up until the death of

Stalin, with peace in Korea and the truce in Indochina, that spring of 1955 took on an air of peace. Despite the fact that relations between the United States and China continued to be astonishingly hostile, J.F. Dulles, the Secretary of State in Washington, widened his initiative aiming at encircling the U.S.S.R. with a «Sanitary Cordon», of which the Asian States following those of Europe in 1949 were to form the backbone: after the SEATO in South-East Asia, the CENTO, in the Middle East, was to make up another link in this chain, set up more to rekindle international recognition than to act as a check on the ambitions of Stalin's successors and their allies.

So much so that unity within the Socialist camp was the third fundamental element at the time. For five years, and despite the lack of accord provoked by the war in Korea, Moscow and Peking had been building upon the results of an alliance based on both ideology and interests of State. And, at the time of preparatory meetings of the Indonesian conference, the Chinese delegation - which Nehru had personally insisted on their being present despite the opposition of Pakistan - had fought keenly to see that the U.S.S.R. was invited to take part. since it was «an Asiatic power» echoed the spokesman for president Mao.

A paradox for anyone reading the text today, recalling that

«NOTHING EVER
HAPPENS»

Prepared at the time of the inter-Asiatic meetings in Colombo and Bogor (April and December 1954) the conference opened on 18th April 1955, in the agreeable setting of Bandoung, a seaside resort which with its skyline of volcanoes long since inactive, its clean hotels and boarding houses and its trading streets, evoked an impression of a blind alley where nothing ever happens. Nobody seemed to be worried about the threat which hung over the delegation due to the groups of rebels from Dar-UI-Islam, who held control of the surrounding bush.

One has often confused, notably on the occasion of the Algiers conference in 1973, the concepts around which the April 1955 council based themselves and those which formed the spirit of later third-world conferences. At Bandoung, one did not speak much about «non intervention», less still about «non-alignment».

One spoke about «Afro-Asianism», a geopolitical concept based both on a geographical setting (the southern hemisphere to be exact) on a historical period, that of direct or indirect

colonization and on an economic situation, underdevelopment. These bonds seemed sufficient to the organizers of this congress on historical oversights to permit them to mildly bear in mind the ideological, diplomatic and strategic contradictions; Turkey, which was unconditionally pro-American at the time, China, the South Vietnam of Ngo Dinh Diem and Mr. Pham Van Dong and the delegation from Hanoi were all received. What was not lacking sometimes during the debates was an ideological violence which recalled somewhat the encounter, in September 1973 in Algiers, between Fidel Castro and Moammar Kadhafi.

The meeting at Bandoung was the work of five men and the reflection of five principles. The five men were those who one year earlier in Colombo had launched the idea of the conference: India's Nehru, Burma's Nu, Ceylon's Kofelawala, Pakistan's Mohamed Ali and Indonesia's Sukarno. The five principles or Pan-Shia, were those inspired by Buddhist wisdom which Peking and New Delhi had declared they would adopt in common the year before: non-aggression, mutual respect of the sovereignties, non-interference in internal affairs, reciprocal advantages in contract agreements and peaceful coexistence. There were cynical observers who were able to see the outcome of these

diverse operations. One was from Nehru who was trying to check or decoy Chinese power by attracting Chu En-Lai into a unanimist and equivocal set-up.

The second was from Sukarno who was trying to appease internal difficulties where his regime was struggling with an immense anticolonial kermesse. The third was from London (which did not lack friends among the promoters) aiming at deviating the wrath of Afro-Asians towards other powers which were colonialist at the time, in particular France and Holland, and at isolating the Soviet Union and its potential allies in the third world.

These afterthoughts could not be dismissed. However what struck observers above all was the mastery in itself and the maturity in the step which was given backing by several of the spokesmen at this congress of under developed nations. What those responsible and western observers, beginning with the American diplomat John Foster Dulles, really feared, was the outbreak of a long withheld or contained wrath, but this did not take place. The best informed and the most profound of the witnesses of the Bandoung meeting, Jean Rous, who represented the «People's congress against Imperialism» there, was able quite rightly to point out that the conference never claimed to be a «great manifestation

of anticolonialism» and if the spokesmen of leudal regimes such as that from Irak or neocolonialist like the one from Ceylon, were examples of nationalist demagogy, the representatives of revolutionary regimes such as those from Peking and Hanoi, and all those little suspect of complacency in the face of colonialism such as those from Cairo and Accra, maintained a language stamped with a sense of responsibility.

Better than what was expected and apart from the lead set at the great Afro-Asian «Jamboree» by the inspirer Nehru or the host, Sukarno two men set their mark on the activities as a whole with their presence and their proposals: the prime ministers of China and Egypt.

Chu En-Lai had already, the year before, at the time of the Geneva negotiations on Indochina, shown proof of his ability and of his sense of compromise. At Bandoung he went much further. His participation and his steps were the manifestation of the birth of an alliance with the third world, far stronger and promising than that «objective» one, already concluded by Russia with some Asian States.

From the success of this operation should follow the development of Chinese diplomacy towards a more and more marked independence and differentiation compared to Moscow.

The great Chino-Soviet schism which began in the 60s was already evident at Bandoung.

BIRTH OF

«POSITIVE NONINTERVENTION»

As for Gamal Abdel Nasser, one had to witness his departure from Cairo, as with his return to Egypt, to measure the degree to which the enterprise transformed both his vision of the world and his relations with the «progressive» forces of the Arab world. It was at Bandoung that the concept of «positive non-intervention» emerged. It was beginning with Bandoung that the large majority of the Egyptian and Arab left wing began to lend support to Nasser. From Bandoung also dates the command exercised by the spokesmen for the Arab Line - beginning with the Egyptian Raï's - upon the assemblies and the masses of the «underdeveloped» world.

Thus Bandoung marked both the welding between the ambitions of an Asia already emancipated but still cramped by misery and crippled by rivalries, and the aspirations of an Africa still colonized; and the convergence of interests, maybe even of reflexes, between the third world still in quest of a doctrine and the simple form of Communism, that of Peking where ideologists and strategists soon went on to elaborate the theories of

the principal contradiction between the Northern and Southern hemispheres and of the progressive encircling of towns by countryside and of the industrial universe by the rural world. That the seeds thus contained in the great geo-political Congress of April 1955 have not all taken root, that the various steps of Nehru and Nasser, Sukarno and Lin Piao (or others in the foreground in the years between 1965 and 1971) were overcome or eliminated in the years which followed must not lead one today to minimize the contribution of Bandung.

Already to be seen in the first section of the final communiqué of 24th April 1955 were the ideas which, from the meeting of the UNCTAD in 1964 to the Algiers conferences of 1967 and 1973, more than 1975, went on to inspire the struggle of the world in quest of deve-

lopment, stability of commerce, industrialization, multilateral aid and right of control over the activities of the international bank.

The Bandung conference may not perhaps have been «the most important event since the Renaissance» as Léopold Senghor looked upon it. In the preceding decades there took place the Russian revolution followed by that in China, the explosion of the first atomic bomb However, this first encounter between representatives from proletarian nations meant that for the world of the rich and powerful the era of the monopoly of historical initiative was experiencing the turn of the tide and that the entire universe was by then on the point of having a say in the matter. From the Chino-Indian war of 1967 to the death of Ernesto Guevara, from the failure of the «second Bandung» in Algiers in

1965 to the Counter-Revolution in Chile, the third world has had its full share of disillusion and has measured the limits of its alliance with the various currents within the Socialist camp as well as within the nature of the western liberalized block.

However, despite the contradictions which have effected it and the sectorial imperialisms which have developed in its midst, the world which emerged at Bandung from a long aphasia and passed from the era of the «people - object» to that of nations as «subjects of history» has shown its vitality and a relative cohesion. Thus the general conditions of April 1955 appear, twenty years later, to fit the description given them at the time by Jean Rous in an article for *Esprit*: «A type of general repetition of future history».

TO THE READERS

IN THE ISSUE OF JULY '74 WE BEGAN THE COLUMN «WE AND THE OTHERS» IN WHICH PROBLEMS AND RELATIONSHIPS REGARDING THE COMMON INTERESTS BETWEEN EUROPE, THE ARAB WORLD AND THE THIRD WORLD WERE EXAMINED. THIS COLUMN, WHICH COMES OUT IN ENGLISH AND TO WHICH WE INTEND TO GIVE FURTHER DEVELOPMENT, WE FEEL WILL BE ABLE TO CONTRIBUTE TOWARDS THE MUCH NEEDED DIALOGUE WHICH MUST INCESSANTLY BE WIDENED BETWEEN VARIOUS PEOPLES, IN THEIR INTERESTS, AIMING AT THE DEVELOPMENT OF CIVILISATION AND TOWARDS INTERNATIONAL PEACE, AN INDISPENSABLE ELEMENT IN CO-EXISTENCE AND SURVIVAL OF THE HUMAN RACE.

WE EXPRESS THE HOPE THAT ALL OUR READERS AND SYMPATHIERS WILL JOIN WITH US, AND BE FORTHCOMING WITH IDEAS AND OPINIONS WHICH AS FOR AS POSSIBLE WE WILL DO OUR BEST TO PUBLISH ACCORDING TO THE SPACE AVAILABLE.

BULLETIN EUROPEEN

LES HONGROIS - BOUC EMISSAIRE DES RUSSES

Fiers des succès remportés au Vietnam, au Portugal et ailleurs, les Russes ne se contentent pas de vivre en paix et de penser à améliorer leur standard de vie mais ils essaient toujours de créer dans le monde de nouveaux points de tension.

Comme si le Moyen Orient n'y suffisait pas.

Leur dernière tentative fut contre les Hongrois encore sous l'occupation des troupes «alliées».

Ce peuple nomade et belliqueux venu en Europe avant l'an mille, en petit nombre, cent mille tout au plus y compris les femmes et les enfants qui suivaient les cavaliers, dans leurs chars à quatre roues, a établi une domination nominale à force de batailles avec la population thraco-illyrienne de Pannonie et est devenu un Etat qui a duré des siècles. Ils se sont imposés de la sorte à une population nombreuse qui habitait ces contrées depuis toujours, population formée d'Ariens et de Thraco-illyriens considérée par Hérodote après les Indiens comme la plus nombreuse du monde sur un territoire des plus étendus. Les Hongrois ont donné le nom de Magyarorsagau pays et ont imposé leur langue, tout à fait étrangère à l'ethnie locale. Les noms de famille ont été magyarisés et la population européenne nationalisée hongroise. C'est ainsi que de nos jours ils s'enorgueillissent d'être dix millions!!

Avec de telles méthodes, les Hongrois ont **fabriqué** également des «nationaux» magyars même en Transylvanie - l'ancienne Dacie - durant l'influence et la domination qu'ils ont exercées dans cette principauté.

Les Roumains eux, donnent entière liberté de faire publier des livres édités en cinq langues différentes et offrent la possibilité de cultiver les valeurs traditionnelles dans leur langue propre en introduisant les langues étrangères dans les écoles, les théâtres, à l'Opéra. Et malgré cela, on se plaint de la vie ... qui est trop belle.

Qui donc trouble les eaux entre les deux pays socialistes et dans les rapports de voisinage pacifique sur le plan officiel? Ce sont les «réfugiés» hongrois, devenus américains, argentins, anglais, français, australiens qui, au lieu d'être de bons citoyens et d'être reconnaissants envers les pays qui les ont accueillis, se mettent à claironner des non-sens impérialistes sur les journaux et dans les publications soi-disant historiques. Voilà à ce propos les dernières cocasseries entendues: un Hongrois argentin qui essaye de se donner des ancêtres Sumériens et qui à la suite de cela prétend gouverner une partie de la Transylvanie. Ou bien encore, l'affirmation ridicule d'un Professeur Universitaire de Porto-Rico, qui, dans son livre «Histoire des Hongrois» publié en édition de poche en Espagne, prétend que ces ex-citoyens «ont la mission dans le monde de gouverner d'autres peuples»!! Son nom est Miguel de Ferdinandy! - Que dire de cette ineptie prononcée du haut d'une chaire universitaire? Sur le **Financial Time**, au beau milieu d'une page, a paru au mois de mars une autre histoire hongroise... Le bruit courait que la propriété du **Financial Time** était passée dans les mains d'un ex-citoyen hongrois qui s'était enfui de Hongrie pour des raisons raciales.

Que veulent-ils ces ex-hongrois échappés à la fusillade russe de 1956, quand leur pays a été occupé? Ils voudraient se servir de personnes influentes qui ont réussi à s'introduire auprès de Madame Betty Ford afin que le Président accorde, dans le cadre des divisions du monde que les Grands se sont arrogées, une partie de la Roumanie à la Hongrie

(voire U.R.S.S.) à cause d'une minorité ethnique, ou bien qu'il forme une sorte d'Etat-tampon (sic) entre les deux pays et cela aux dépens des roumains. Toutes ces propositions partent de Budapest mais ce sont les russes qui en sont les instigateurs.

D'autre part - et on reste toujours dans le cocasse - les Soviets ont commencé à dire que les écrivains roumains de la partie nord-est de la Roumanie leur appartiennent. Une autre poussée des russes vers l'ouest pour atteindre les Hongrois n'est pas difficile à imaginer. Mais seuls les russes sont capables d'avoir une telle imagination!

Ce qui est difficile à comprendre c'est l'attitude et l'action des hongrois, qu'ils soient de Hongrie ou de l'étranger. Autrefois dominateurs, nos pères et nos aïeux nous racontent encore, combien les nationalités souffrirent sous leur empire, ils sont aujourd'hui eux-mêmes dominés par les russes qui se sont installés avec leurs troupes, dans leur dos, mais ils ne sont pas assez malheureux et ils espèrent un impérialisme pour leur propre compte ou pour celui de tiers! Mais si l'action était déployée uniquement par les hongrois occupés, encore pourrait-on trouver une explication à cette contrainte. Ce qui devient vraiment incompréhensible est l'action inconsciente des hongrois réfugiés à l'étranger qui essaient de troubler eux aussi les eaux internationales. Leur position pourrait être définie par la note au premier chapitre du livre de l'américain George Gamow: Un, deux, trois,... infini, concernant le sens d'orientation d'un groupe de nobles hongrois. Egarés dans la montagne au cours d'une excursion, à un certain moment, l'un d'entre eux ouvre une carte topographique et l'étudie longuement. Après quoi il s'exclame triomphant! : «Finalement j'ai compris où l'on est!» «Où?» demandent les autres. «Vous voyez cette grande montagne-là?, Eh bien, nous sommes, juste sur sa pointe!»,

E UROPAEUS

LES JEUNES EUROPEENS

Entre 1968, où plusieurs pays européens ont été bouleversés par les événements et aujourd'hui où les mouvements de jeunes font preuve de maturité politique, le Conseil de l'Europe a pris une série d'initiatives pour améliorer le dialogue avec les jeunes. C'est ainsi, par exemple, qu'un Centre européen de la jeunesse et un Fonds européen pour la jeunesse ont été créés à Strasbourg, et fonctionnent à la grande satisfaction de toutes les parties. Cependant, sur la base d'une longue réflexion et recherche dans ce domaine et à la lumière de l'expérience tirée de ce dialogue, le moment est venu de dépasser certains concepts et de faire un pas de plus en avant.

Le dialogue et la participation sont des

Les adultes se sont souvent demandé ce que la société attend des jeunes. Il est peut-être temps de se demander ce que les jeunes attendent de la société et comment il se représentent la société de demain? L'Europe qui se construit répondra-t-elle à leurs aspirations par exemple? Pour les regagner à la cause européenne et leur redonner confiance dans les organisations européennes, serons-nous assez habiles pour leur démontrer qu'il n'y a pas que l'Europe des bureaucrates et l'Europe de l'Establishment, mais aussi une Europe qui défend les droits fondamentaux de l'Homme et son épanouissement?

éléments indispensables car s'ils ne se réalisent pas, les jeunes risquent de se placer en dehors de la société avec tous les risques de polarisation que ceci entraînerait. C'est grâce aux jeunes que le monde a pris conscience de certains problèmes, tels que les problèmes écologiques et aujourd'hui le problème global de la réforme de la société ne peut être résolu qu'avec les jeunes.

Une chose est certaine: la participation des jeunes doit se faire collectivement. La raison en est que le but recherché par le nouveau programme est la représentation des jeunes en tant que «groupe social» ayant ses propres préoccupations, et pas en tant qu'individus.

le théâtre des nations

Pendant 20 jours en juin a été présentée à Varsovie la première saison du Théâtre des Nations «nouvelle formule». Depuis le quinzième congrès de l'I.I.T. (Institut national du théâtre), il est prévu que la saison du Théâtre des Nations sera organisée chaque année dans un pays différent: après Varsovie, ce seront Belgrade en 1976, Mannheim en 1977 et Paris en 1978, qui accueilleront ce festival des «voies nouvelles et des tendances de développement les plus importantes du théâtre contemporain».

C'est à Varsovie cette ville vouée aux résurrections que l'on demande de rendre vie au Théâtre des Nations. L'inauguration a eu lieu au joli palais de Lazienki, résidence de Stanislas-Auguste Poniatowski, roi de Pologne par la grâce de Catherine II. On devrait assister à la représentation délicieusement décadente du «Pimpino» de Telemann, et le soir, époque oblige, à la première polonaise des «Diabls de Loudun», opéra de Penderecki. Mais il fut d'abord procédé à la cérémonie du souvenir dont Jean-Louis Barrault se fit l'interprète ému pour évoquer les pionniers Hébertot, Gemier, l'époque André-Marie Julien, et enfin, sa propre direction depuis

1957: le Cartel international, le Centre de recherches, les découvertes du Berlin, du Deutscher Theater, de Brook, de Grotowski, du Living et le choc de 1968.

«Le Théâtre des Nations aura eu ses époques comme l'oeuvre de Picasso. Il a failli mourir quelquefois et comme le bon boxeur, il est allé au tapis».

Une vie itinérante commence pour le Théâtre des Nations, et de nouveau fleurissent les vieilles espérances d'un théâtre de l'humanité, où tous s'enrichiront des différences mutuelles: «Un théâtre fort, vigoureux, signe d'une humanité équilibrée», disent ses animateurs.

Il semble que le Théâtre des Nations de Varsovie jouera vraiment le rôle de révélateur. Le programme des manifestations a été riche. A été présente à Varsovie p.e. «Gloire et mort de Joachim Muriera (Deutscher theater) - pièce unique de Neruda jouée par des étudiants de l'Ecole d'art dramatique de Berlin. La plupart des réalisateurs sont célèbres, et leurs oeuvres déjà consacrées par le succès, qu'il s'agisse du «Gustave III» de Strindberg (Goteborgs Stadtheater), de «Vassilis Terkine» de Tvardovskij (par le Mossoviet de Moscou), de «la Bonne Ame de Se-Tchouan»

par Benno Besson (Volksbühn), du «Purgatoire à Ingolstadt» de Fleisser (Peter Stein et le Schaubühne), du Goldoni que a présenté le Piccolo de Strehler, ou p.e. «l'Age d'or» d'Ariane Mnouchkine, mais surtout «la Nuit des rois» montée par Bergman.

En dépit de l'absence presque totale de publicité, le public varsovien, curieux d'ailleurs et passionné de théâtre, a fait le siège des agences de location.

A l'ombre du Festival, a été organisé un symposium de théâtrologues, et le congrès de l'Association internationale des critiques (A.I.C.T.). L'itinérance du Théâtre des Nations a surtout le mérite de jeter la lumière sur le théâtre d'une nation. En trois semaines, plus de cent spectacles ont continué à Varsovie la vitalité du théâtre polonais et la fidélité à son histoire et à ses mythes, nourris de sacré, de folie et de dérision. Słowacki, Gombrowicz, Witkiewicz, Mrożek et Różewicz restent les plus joués. Szajna a présenté un Dante tout chargé de ses obsessions concentrationnaires, Grzegorzewski, un «blossalem» tumultueux d'après «Ulysse» de Joyce, et Wajda - la terreur révolutionnaire dans «l'Affaire Danton».

VINGT ANS DE F.E.C.

La Fondation Européenne de la Culture (FEC) a pour but de «promouvoir les activités culturelles, scientifiques et éducatives de caractère multinational et d'inspiration européenne». (Art. 2 des Statuts).

Suscitée par le Centre européen de la Culture à Genève, la FEC y est née le 16 décembre 1954. Parmi les fondateurs MM. Robert Schuman, Henri Brugmans, Denis de Rougemont et Georges Villiers.

En 1960, la Fondation s'établit à Amsterdam.

Les objectifs de la FEC ont été redéfinis comme suit au cours de l'année 1973:

* appuyer, au moyen de subventions, des activités culturelles de caractère multinational et d'inspiration européenne;

* stimuler, coordonner et assurer la diffusion d'études et d'expériences visant à:

- concevoir et évaluer systématiquement les avenir

sibles du continent européen dans un monde en mutation, par l'examen des interactions entre phénomènes économiques, politiques, culturels et sociaux, etc.....

- définir les méthodes permettant d'atteindre ces avenir possibles en utilisant les moyens physiques, humains, intellectuels et politiques disponibles ou mobilisables;

* attirer l'attention de l'opinion publique et des responsables nationaux et européens sur les alternatives proposées en les confrontant aux politiques suivies ou préconisées aujourd'hui;

* présenter des solutions de rechange aux développements en cours à l'échelon

européen.

La contribution spécifique de la FEC à l'avenir européen est son «Plan Europe 2000» composé de quatre projets:

L'Education et l'homme du XXIème siècle.

L'Homme et l'industrie de demain.

Urbanisation - créer un cadre de vie pour l'Européen.

L'agriculture dans la société de l'an 2000.

Ebauché en 1963/68 le programme a été mis en chantier en 1970 et sera terminé fin 1975. Grâce à ces travaux et aux projets qu'elle prépare, la FEC devient petit à petit un Centre européen de recherches sociales et culturelles.

L'EXPERIENCE DE PLUSIEURS ANNEES
DE VIE MILITAIRE AU SERVICE DE L'EUROPE
ME REND OPTIMISTE, CAR LES ELITES VIENNENT A NOUS DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES.
JE CROIS DONC AU SUCCES DE CETTE MUTATION HISTORIQUE, DONT NOTRE FIERTE SERA D'AVOIR ETE LES HUMBLÉS ARTISANS.

HENRI FRENAY

Notre rédaction reçoit régulièrement la revue „l'Intérêt européen“, consacré aux problèmes de l'Europe et des régions. Nous apprécions ce journal européen et sommes heureux de pouvoir communiquer à nos lecteurs que le 12 mai le prix de l'Echo de la Presse „Plume d'argent“ a été décerné au Directeur-Rédacteur en Chef de „l'Intérêt Européen“ Monsieur Bernard Manceau pour son article „Décadence?“ publié dans le numéro de mai de cette revue (après des „plumes“ à Jean d'Ormesson et R. Faure).

la red action

LES PREMIERS PAS D'UNE UNIVERSITE

«Notre but est de retarder le vieillissement, le faciliter un art de vivre au troisième âge et de laisser naître la créativité qui est en nous». Ces mots ont été prononcés au Centre universitaire par le président de l'université de Nice devant un auditoire de quelque deux cents personnes venues participer à l'ouverture de la session expérimentale de l'Université du troisième âge en mai dernier.

L'université du troisième âge est une affaire très sérieuse, même s'il n'y a pas de diplômes au bout.

Pendant six semaines les étudiants du troisième âge pourront s'intéresser à cinq thèmes d'étude à raison, pour chaque thème, d'une conférence magistrale, d'une «table ronde» et d'une réunion de synthèse. Pour cette session expérimentale, cinq thèmes ont été retenus: les sociétés traditionnelles et le troisième âge, les problèmes sociaux du troisième âge, le troisième âge dans l'Antiquité grecque, diététique et troisième âge, et les problèmes juridiques et administratifs du troisième âge. Cela fait, pourra-t-on penser, beaucoup de séances tournant autour d'une situation que les stagiaires veulent, au contraire oublier. Mais il s'agit, jusqu'à la fin du mois de mai d'une session expérimentale et, dès le mois d'octobre, on parlera d'autre chose.

Faire sortir les retraités de leur ghetto culturel et physique est indispensable. Pour ceux qui la fréquentent déjà, il semble en tout cas que le désir de sortir de l'isolement soit dominant: «Nous espérons bien prendre des contacts», dit un participant, dont la femme ajoute: «J'adore les jeunes, mais ils ne veulent pas de nous. Quant aux vieux, leurs papotages nous ennuient». Pour faciliter les contacts entre jeunes et vieux, l'université du troisième-âge devra, dans un premier temps, obtenir des étudiants du troisième cycle qu'ils consacrent quelques heures par an à donner des cours pour retraités. Et plus tard, peut-être - tous les rêves sont permis, - les étudiants du premier et du second cycle (ils sont quinze mille à Nice) fréquenteront-ils les mêmes amphis que ceux du troisième âge. Je connais encore pas mal de choses, dit un retraité de soixante-huit ans, et j'aimerais en faire profiter les jeunes. Mais où, et quand?

Chers lecteurs,

Veillez nous excuser de l'absence, dans ce numéro, de la rubrique «A la porte orientale de la CEE».

Les lettres qui nous sont parvenues jusqu'à présent prouvent clairement que l'idée de lancer cette rubrique était juste et utile. Nous espérons pouvoir publier celles d'entre elles qui apportent des éléments nouveaux et de bons arguments pour étayer notre thèse: «L'Europe de demain doit être celle de toutes ses nations réunies en étroite collaboration sur des bases d'égalité et de fraternité». Ecrivez-nous: vos lettres sont toujours les bienvenues.

La rubrique «A la porte orientale de la CEE» sera reprise dans notre prochain numéro.

LA REDACTION

MARIO PEDINI:

Une chance pour l'Europe.

Dans un avant-propos, Pierre Harmel remarque que, pour aboutir à l'union européenne, la Communauté doit préparer sa réponse originale aux défis de l'ère technique, et faire apparaître clairement ses nouvelles raisons d'être. Parmi ces défis, il s'agit d'apprendre à maîtriser les déficits individuels d'une ère d'abondance, de faire face aux déséquilibres de la croissance et d'en apercevoir les limites éventuelles, et finalement d'établir un pouvoir européen pour une société plus largement et profondément transformée.

Giuseppe Petrilli, de son

côté, considère, dans une préface, que, si le problème institutionnel est souvent considéré comme une abstraction chère à certains fédéralistes utopiques, quand on constate les insuccès récents de l'union économique et monétaire, on est en droit de se demander si les moyens utilisés jusqu'ici sont vraiment à la hauteur d'objectifs aussi ambitieux que ceux qui devraient être attribués à la Communauté européenne.

M. Pedini estime que ce n'est pas une Europe supranationale qui est née à Bruxelles mais c'est une Europe du possible, qui hésite entre des idées divergentes. On se trouve devant une communauté économique qu'il faut accepter telle qu'elle est, puisqu'il n'y a pas d'alternative. On doit la réaliser dans les limites du possible, ou bien l'abandonner. Ce

serait alors la rechute dans les nationalismes et notre élimination comme Européens.

Mais une Europe élargie doit forcément dilater ses responsabilités extérieures et approfondir son engagement politique, parce qu'il faut faire face à des problèmes nouveaux, ayant des dimensions mondiales. L'intégration européenne est un risque, mais on ne peut s'y dérober, parce que ce serait renoncer à notre liberté et à notre crédibilité.

Relevant que, dans ses dernières confidences à Malraux, le général de Gaulle disait: «il ne s'agit plus de savoir si la France fera l'Europe, il s'agit de comprendre que notre pays est menacé de mort par la mort de l'Europe», M. Pedini conclut que cette menace pèse en réalité sur toutes les capitales européennes.

(de Les problèmes de l'Europe)

LA GRECE ET LA C.E.E.

La Grèce a officiellement déposé, jeudi 12 juin, sa demande d'adhésion à la Communauté européenne. L'ambassadeur grec auprès des Communautés, M. Stathatos, a remis une lettre à M. Dinnon, ambassadeur irlandais auprès des Communautés, qui assure la présidence du conseil des ministres des Neuf, et dans laquelle Athènes pose sa candidature au Marché commun.

Les avantages dont bénéficiera le pays sur les plans politique et économique sont divers et de grande valeur. Une fois membre à part entière, la Grèce pourra plus facilement se détacher des anciennes tutelles et aura la possibilité d'assurer sa sécurité extérieure, tout en enracinant profondément les institutions démocratiques. Mais il faudra quelques années de patients efforts pour parvenir à cette intégration souhaitée par la majorité du peuple grec.

La Grèce avait déjà fait connaître, notamment lors de la visite à Paris du chef du gouvernement M. Caramanlis, son intention de demander cette année l'adhésion de son pays à la C.E.E.

Depuis 1962, la Grèce est associée à la Communauté. L'accord en vigueur (qui a été «gelé» pendant la dictature des colonels) établit progressivement une union douanière et prévoit que la Grèce pourra adhérer pleinement à la C.E.E. à partir de 1984.

Bulletin européen

Ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P.E. ARGENTIERI, A. ARGYROPOULOS, K. ARNOLD, A. BAILEYGUIER, G.W. de BALZAC, E. BEDDINGTON-BEHRENS, J. BENDA, L. BENVENU, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Hen BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRANDEN, Pietro CAMPILLI, P. CAPELLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, Roberto CESTELLI MONTECHIARI, L.E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, Giorgio DI DOMENICO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W.N. EWER, Enrico FALCK, Hertha FIRNBERG, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, G. GAFENCO, Eugenio GATTO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A.V. GIARDINI, Edmond GISCARD d'ESTAING, Guido GONNELLA, Jonathan GUINNES, W.A.'t HART, Wladimir JONESCO, Stefano JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislaw KOUTNIK, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Jean MONNET, Umberto MONICO, Angelo MORRETTA, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Erich MULHANN, F. NEPVEU-NIVELLE, Pier Fausto PALUMBO, Costas PAPAPANOS, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Aurel PÉTRESCU, P. J. PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Alexander von RANDA, Peter RATAZZI, Olivier REVERDIN, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, R. ROURE, L. de SAINTE LORÉTE, A.G. SAMOY, Leopold SENGHOR, Carlo SFORZA, A. SIEGFRIED, Tom STACEY, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pan V. VANDOROS, M.de laVENTOLIERE, Pierre VINOT, François VISINE, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

Bulletin européen

Fondé par Prof. Dr. J.C. Dragan

Rédacteur responsable: Dante Ferrari

Direction - Rédaction Via Magnanapoli 1 - ROMA

ABONNEMENTS

Italie	Lires	6.000	Etranger	Dollars	10.-
Abon.d'Honneur		50.000	Abon.d'Honneur		100.-

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951

Stampato in proprio